



## **Demain... C'est aujourd'hui**

**Mais à quoi rime cette « réformette »  
Qui ne règle pas le financement des retraites ?  
Qu'il faudrait remettre sur l'ouvrage  
A peine adoptée avec « courage »....**

**Un « caprice de société » ?  
Ou le rêve imbécile  
D'une droite servile,  
Actionnée par les apprentis sorciers  
De l'argent facile ?**

**La retraite à 60 ans,  
Ce n'est pas ça qui les embête...  
Non c'est ailleurs que ça les démange,  
Toujours du côté des pépettes  
Les actionnaires c'est des voraces,  
Les fonds de pension, faut les nourrir  
Sans parler de leurs complices,  
Les assurances et les banquiers.  
Toujours la même rengaine,**

**Alors, de battre le pavé  
Il va falloir continuer...**

**Les lois, c'est sûr, on sait défaire  
Utilisons ce savoir faire  
Pour arrêter la mascarade.  
Dans l'unité, sachons durer  
Et ensemble donnons l'estocade.**

## **On peut continuer la grève**

**Inlassablement, ils repartent au combat. Tous les 15 jours. Puis toutes les semaines. Et puis même le week-end. Ils y vont. Malgré tout. À cause de tout. Déterminés. Joyeux. Féroces. Ils sont là.**

**B**ien sûr, il y a les abonnés du pavé. Comme une grande confrérie. Manif après manif, ils se retrouvent toujours, inmanquablement, comme guidés par un tropisme atavique. Ce sont les vieux gauchos, les soixante-huitards fatigués, le poil blanchi sous le harnais de la lutte permanente et continue contre l'ordre qui broie, qui ronge, qui reprend, patiemment, miette par miette, tout ce que les anciens avaient gagné au terme de bras de fer immenses et acharnés. Je me souviens de quelques soirées électorales où on s'est retrouvés à cinq autour d'une table, dans la pénombre d'une salle municipale déserte. Et de quelques marches désabusées, à filer droit, quelques pépés bravant un ciel qui fait aussi la gueule. Les vétérans de la lutte. Les poilus du refus. Les militants de toujours, qui se traîneront avec leur perf de chimio s'il le faut, on s'en fout, il faut y être et c'est tout ! Toujours dans le mauvais camp. Celui de ceux qui ne sont pas au pouvoir. Le camp du peuple. De la populace qui ennuie et qui effraie, aussi, ceux qui sont censés la gouverner.

Bien sûr, il y a les jeunes. Avec leur enthousiasme gigantesque. Leur esprit de contradiction. Leur envie d'en découdre. Leur envie d'exister, d'être entendus, de compter comme des citoyens à part entière. Pas toujours très au fait des subtilités de la pensée politique, mais souvent bien plus lucides, bien plus pertinents que ne le pensent généralement les vieux cons. Ils ne lâchent rien. Jamais. Ils restent toujours au milieu de la place bien après que les vieux militants se sont prestement dispersés pour retourner à une vie normale. Ils aiment plus que tout prolonger le chaos, le faire durer. Ils ne cherchent pas à être là où ça bouge, ils font bouger la foule, la font danser, la font crier. Ils ont la vie devant eux et pas l'intention de la laisser filer. Ils sont notre avenir et ils ne peuvent pas fuir.

Et puis, il y a les nouveaux. Nombreux. Toujours plus nombreux. La majorité silencieuse qui a décidé qu'elle n'en pouvait plus. La masse de ceux qui pensaient que la politique, ce

*(Suite page 2)*

*(Suite de la page 1)*

n'est pas pour eux. Jusqu'à ce que la politique s'occupe d'eux. Les poursuive. Dans leur salon. Dans leur boulot. Même pendant les courses au supermarché. Devant l'école des gosses. Ceux qui ont fini par comprendre que la politique actuelle ne fait pas de quartier, pas de prisonniers. Ceux qui ont pris la crise dans la gueule, dans les tripes. Les salaires qui patinent, les boulots qui disparaissent, la gangrène hideuse du chômage qui les talonne, la santé trop chère, l'école qui se déballonne. Toutes ces fausses promesses qui n'ont engagé que ceux qui y ont cru. Toutes ces paroles creuses qui éclatent sur une réalité sociale qu'on ne peut plus faire semblant de ne plus voir.

Et puis là, le truc de trop : deux années de plus à trimer pour des clous. La goutte d'eau qui fait déborder le trop-plein d'amertume. Ils en ont juste eu marre, ils ont posé des RTT, ils ont pris les gosses sous le bras et les voilà à faire nombre dans les cortèges. Ras-le-bol général. Refus total de lâcher une seule petite chose de plus. Refus de se laisser récupérer, d'adhérer, de se faire compter. Refus total. Et ivresse de la foule.

Et puis, il y a tous les autres. Les 71 % de gens qui en ont ras la cafetière de tout, qui veulent que ça pète, qui veulent que ça change, qui aspirent à autre chose, mais qui comptent sur les potes pour faire le sale boulot à leur place. C'est à tous ceux-là que je parle. C'est à toi que j'écris.

Je comprends. Tu as toujours une bonne raison de ne pas y aller, même si tu soutiens le mouvement de tout ton cœur, de toutes tes forces. Tu as un boulot. Et tu as peur de le perdre. Ou tu es irremplaçable. Je t'ai déjà dit que les étagères de Paul Emploi sont blindées de gens irremplaçables. Tu as une famille. Et personne pour garder les mômes. Tu n'as plus de boulot. Tu as besoin de ton salaire. Tu as le crédit de ta baraque à rembourser, ta banque te tient les bollocks au creux de la pogne. Et puis, dans ta branche, les « rouges », les syndicalistes, les grandes gueules, les fouteurs de merde, tous ces gens-là, c'est vachement mal vu quand même.

Tu es l'armée de réserve. Tu attends que ça pète pour te jeter dans l'arène à ton tour. Parce que là, tout de suite, les petites randos de santé en centre-ville, tu y crois moyen. Et puis, tu n'aimes pas les vieux militants, les syndicalistes bornés, les gamins en roue libre et les braillardes à banderoles. Tu n'aimes pas la foule. Et les retraites, tu sais que c'est grave ce qui se passe, mais d'un autre côté, ça fait un bon moment que tu en avais fait ton deuil. C'est que tu es un lucide, toi. C'est que tu vois les choses globalement : d'un peu plus haut. D'un peu plus loin. Tu me dis qu'on n'a pas besoin de toi. Qu'un mec tout seul, ça ne changera rien au final.

Alors, tu nous regardes passer sous les fenêtres de ta boîte que tu détestes et tu continues ton boulot qui n'a pas de sens pour gagner un salaire en peau de chagrin. Et tu nous soutiens. De toutes tes forces, camarade!

Sauf qu'au combat, tu le sais bien, camarade, chaque soldat compte. Tout comme tu sais, même si ça te fait chier de te l'avouer, que nous sommes au cœur d'une véritable guerre des classes, une guerre sociale et comme tous les gonzes qui défilent à tes pieds, je sais que tu as compris que les mecs en face n'ont pas l'intention de faire de prisonniers. Tu sais qu'à partir de maintenant, nous n'avons plus le droit à la défaite. Tu sais, camarade, que si nous fléchissons maintenant, ils nous achèveront demain. Nous faire trimer jusqu'à la tombe n'est que le début, camarade, c'est juste la partie émergée de l'iceberg libéral, ce n'est qu'une étape vers le véritable objectif de ceux qui tiennent les manettes : le retour au temps joyeux de Zola, où nous n'avions rien et où ils avaient tout.

Toi aussi, tu les vois, camarade, en train de dépecer notre tissu social comme une meute de charognards excités par l'odeur lourde et collante de la misère et du malheur des exploités. Tu as encore tant de choses à perdre, camarade, que tu refuses encore de descendre dans la rue. Tu as tant de choses à perdre, et eux ne voient là qu'autant de choses à te reprendre. Et ils le feront. Petit à petit. Morceau par morceau. Jusqu'à ce qu'il ne te reste rien de ce que tu t'échines à construire depuis tant d'années.

Ce n'est pas qu'une question de retraite, camarade. Et tu le sais bien. C'est une vision du monde, un choix de société. Ce sont les forces de l'argent qui ont décidé qu'elles en avaient marre de concéder des miettes aux pauvres pour avoir la paix. Ce sont nos exploités qui ont décidé que nous étions des gêneurs, des surnuméraires, des empêcheurs de jouir de tout comme des porcs. Alors, ils reprennent tout : le droit de se reposer après une vie de labeur, le droit de ne pas vieillir dans la misère, le droit d'être soigné, le droit d'être instruit, le droit d'être convenablement nourri, le droit d'être correctement logé, le droit à une vie décente.

Tu sais tout cela, camarade, toi qui nous regardes défiler de ta cage climatisée. Tu sais tout cela et tu nous soutiens. Mais cela ne suffit plus, camarade.

Si nous faiblissons, nous sommes perdus. Ils sont à l'affût, avec la suite de leur programme ignoble : encore une journée de travail en plus, pour les vieux, encore des remboursements en moins, encore des subventions qui s'assèchent, encore des taxes qui frappent dur les plus pauvres, encore des restrictions, encore de la rigueur, encore de la déconstruction sociale, encore, encore, comme une litanie, encore, encore, comme notre sang qui s'écoule doucement sur les pavés, encore, encore, comme la curée de la meute, encore, encore...

Tu sais qu'on y est, camarade. Cela fait même pas mal d'années qu'on y est. Et là, c'est la position qu'on ne doit pas lâcher. C'est le point de résistance où se joue la déroute en rase campagne. Si on perd maintenant, camarade, ils vont nous dépecer vivants.

Ce n'est plus le temps de la palabre. Plus le temps des stratégies. Plus le temps de la neutralité.

Choisis ton camp, camarade : tu es avec nous dans la rue ou tu continues à nourrir la main qui t'étrangle, lentement!

## Bruxelles le 29 septembre : le mouvement social européen est en marche

Répondant à l'appel de la CES, l'UD CGT67 a envoyé une délégation (un bus) à la manif européenne contre l'austérité.

J'entends d'ici les esprits chagrins se demander comment, en pleine lutte contre le projet de réforme sur les retraites et la préparation de la mobilisation pour le 2 octobre, ces camarades pouvaient disperser leurs forces ; n'avaient-ils rien de mieux à faire ?

Pour éclairer tout ça, rappelons que ce mercredi 29 septembre José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne a lancé un avertissement inhabituel au Portugal, en invitant son gouvernement à tenir ses engagements budgétaires : réduction budgétaire de son déficit de 7,3 % du PIB en 2010 à 4,6 % en 2011.

Le Premier ministre portugais José Socrates annonçait le même soir les grandes lignes de son budget pour 2011, qui prévoit notamment une baisse de 5 % de la masse salariale de la fonction publique ainsi qu'une hausse de deux points de la TVA à 23 %. *"L'effort que nous devons faire pour rééquilibrer nos comptes publics est absolument essentiel pour défendre la crédibilité internationale du pays et garantir le financement de notre économie"* souligne t'il dans une déclaration solennelle à la nation.

Ça rappelle furieusement la petite musique entonnée dès cette été par madame Lagarde notre ministre des finances. Comme dans le cas des retraites, il ne fait aucun doute que

le gouvernement Sarkozy jouera au jeu des comparaisons internationales....

### Alors oui, il fallait aller à Bruxelles !

Manifester à Bruxelles ce jour là c'était aussi se rendre compte du mécontentement, du ras le bol et du profond sentiment d'injustice que partagent les salariés belges allemands italiens ou encore ces policiers roumains que nous avons rencontrés...

L'aspiration à une transformation sociale est partagée par tous.

Les slogans des différentes organisations «étrangères» témoignent de la possibilité d'une unité d'action pour construire l'Europe sociale.

Manifester à Bruxelles ce jour là, c'était contribuer à faire naître un syndicalisme capable de relever les défis de la mondialisation.

Manifester à Bruxelles ce jour là c'était tout simplement prendre une respiration profonde avec tous nos camarades européens et repartir dans nos pays respectifs forts de l'assurance que nous ne sommes pas seuls à lutter et que nous tirons tous dans le même sens.

**Dire NON à l'austérité en Europe  
c'est dire NON à l'austérité en France.  
Dire OUI au progrès social en Europe  
c'est dire OUI au progrès social en France.**

## Reforme de la retraite

Le coût pour l'Unedic.

Selon une note de l'Unedic, le recul de l'âge légal du départ en retraite coûterait un demi milliard d'euros au budget de l'assurance chômage. Encore ce chiffre est-il probablement sous-estimé, indique la CGT, en rappelant que six salariés sur dix sont actuellement en inactivité au moment de liquider leur droit à la retraite.

## Les niches des entreprises

Le Conseil de Prélèvements Obligatoires (CPO) a rendu public un rapport décapant sur les exonérations fiscales et sociales dont bénéficient les entreprises. Les niches fiscales et sociales dont bénéficient les entreprises ont considérablement augmenté, grevant d'autant les finances publiques et pour une efficacité restant à démontrer ; indique un rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (CPO), un organe attaché à la Cour des Comptes. Près de douze niches fiscales ont été créées chaque année entre 2002 et 2010. Au total, les niches applicables aux entreprises représentant un manque à gagner pour les finances publiques de 127 milliards d'euro en 2010. « Cette inflation considérable du nombre et du coût des niches n'apparaît pas maîtrisée et contraste fortement avec les efforts engagés en matière de dépenses budgétaires », estime le CPO.

Le rapport préconise la non reconduction systématique des dispositifs non évalués au cours de trois ans après leur entrée en vigueur et avance 70 propositions dont l'application permettrait à l'État de récupérer « une somme comprise entre 15 et 29 milliards d'euros ». Ainsi le CPO propose de supprimer le dispositif d'exonération de cotisations et d'impôts pour les heures supplémentaires, qui coûte plus de 4 milliards d'euros par an au budget de l'État et dont l'effet sur l'emploi est jugé contre-productif. Idem pour le taux préférentiel de la TVA à 5.5% dans la restauration (3 milliards d'euros), qui connaît un « impact limité » sur l'emploi. Il suggère de réaménager pour plus d'efficacité le dispositif des allègements de charges sur les bas salaires (22 milliards d'euros) et de réduire les exonérations de cotisations pour les entreprises de services à domicile comme celles pour l'embauche de travailleurs occasionnels dans le secteur agricole. Le dispositif d'exonération des plus-values à long terme sur les cessions de titres de participation (6 milliards d'euros), dont la mise en place s'accompagne « de forts effets d'aubaine », est sévèrement épinglé. Tout comme le crédit d'impôt recherche (4.2 milliards d'euros), qui est devenu « l'un des plus favorables de l'OCDE », mais dont « les données disponibles ne permettent pas d'en apprécier les effets ». Le CPO dénonce encore les exemptions d'assiette de cotisations sociales en matière d'épargne salariale (participation et intéressement, principalement), qui constituent un manque à gagner chiffré à 9 milliards d'euros, en précisant que la réintégration de 20% des sommes exemptées de cotisations permettrait de récupérer 1.6 milliards d'euros. Il propose enfin de « moraliser » les retraites chapeaux en faisant cotiser les rentes dès le premier euro et en relevant leur taux de prélèvement au même niveau que celui des salaires.

## Concertation à la Sarko.

Il semble bien que la DGFIP ait fait sienne, la méthode de réforme du chef suprême, c'est à dire «à la hussarde» autrement dit sans concertation ou presque ! Jacques LANZMANN était déjà dans le vrai en 1966 lorsqu'il écrivait pour Jacques DUTRONC les paroles de la chanson «on nous cache tout, on nous dit rien » ! En effet, la salle de réunion du 35 a eu l'honneur d'accueillir tout récemment (début novembre), une réunion fort coûteuse en points d'indices, ayant pour objet, la mise en place des futurs SIP de STRASBOURG, dont l'accueil commun. Pensez vous que les premiers concernés par la réception journalière de centaines de contribuables, bref, ceux qui sont au front au quotidien (oui, les agents et contrôleurs de l'accueil) aient été conviés à cette matinée de réflexion ?

Que nenni ! S'il fallait encore consulter les manants ! «Colin-maillard et Tartempion, ce sont les rois de l'information». Oui, car de cette réunion presque secrète aucune nouvelle, pas un souffle, pas un scoop ... ! Chuuut ! C'est secret ! Surtout ne rien dire aux agents. Les laisser dans l'ignorance ou dans l'expectative. Telle est la règle, car il est bien connu que pour la haute hiérarchie la valetaille ne donne que dans le négatif, elle ne fait que du sabotage.

C'est pourtant elle, qui va subir au quotidien, les ratés, les oublis de cette énième mais ô combien importante restructuration. Bien sûr on s'apercevra dans un an ou deux (comme la fois précédente), que le monte-charge handicapés est encombrant et fragile, que l'escalier est trop dangereux, que la porte d'entrée de l'immeuble à un public qui frôlera la paire de milliers de personnes est inadaptée etc., etc. ! Ce mépris affiché est totalement indécent, une fois de plus !

Mais le tact, c'était au siècle dernier, c'est devenu une notion abstraite. A la DGFIP également.



## Du CPS au CSI...

Plusieurs reprises, la Cigogne s'est fait le relais des difficultés rencontrées par les collègues des plateaux d'assistances téléphoniques au CSI de Strasbourg. La dégradation des conditions de travail est une réalité quotidienne dans ces services.

C'est donc avec intérêt que nous avons rencontré les collègues du CPS lors d'une HMI le 21 octobre.

Le Centre Prélèvement Service étant un service d'assistance téléphonique nous nous attendions à retrouver sous des formes diverses les mêmes problèmes.

### La grande surprise a été de constater que les conditions de travail y sont notablement différentes.

Le premier étonnement fut le confort sonore.

Certainement que l'absence de grandes baies vitrées et de cloisons métalliques qui réverbèrent le bruit contribue à ce confort.

Mais la principale surprise fut l'organisation du travail.

Après un conflit social : les collègues sont passées de 7h42 par jour au téléphone à 4h30/jour avec une séquence maximale de 2h30 en continu.

Le reste du temps est consacré à l'exploitation des informations (courriels, réponses écrites, modification des prélèvements, des comptes, etc...) et différentes autres tâches.

Cette alternance apporte une réelle amélioration de leurs conditions de travail.

Cette organisation est aisément transposable aux autres services d'assistance téléphonique et notamment au plateau TOSCANE du CSI.

L'axe revendicatif pour en finir avec le mal vivre au travail dans ces services est donc tout trouvé.

Évidemment vous pouvez compter sur la CIGOGNE pour passer le tuyau à tous les DI et CSI concernés. Vraiment, ce fut une HMI fructueuse !

## Coïncidence ou plan de communication

Après des années d'inactivité de la part des différents directeurs, il était brusquement devenu urgent de passer un cadre A en discipline et de le virer.

Après ce morceau de bravoure on informe l'ensemble de la catégorie A de la filière gestion publique «que qualitativement le compte n'y est pas».

De quoi se poser quelques questions.

La Cigogne a évidemment sa petite idée.

Avec la fermeture prévisible des petites trésoreries\*, de nombreux responsables se retrouveront du jour au lendemain sans poste à gérer et seront «ravalés» au rang de technicien comme l'ensemble du cadre A de la filière fiscale (ils s'en portent très bien, d'ailleurs, merci pour eux).

Autant leur faire comprendre tout de suite que leurs états âmes ainsi que leurs anciens états de service n'entraveront pas le progrès radieux en marche.

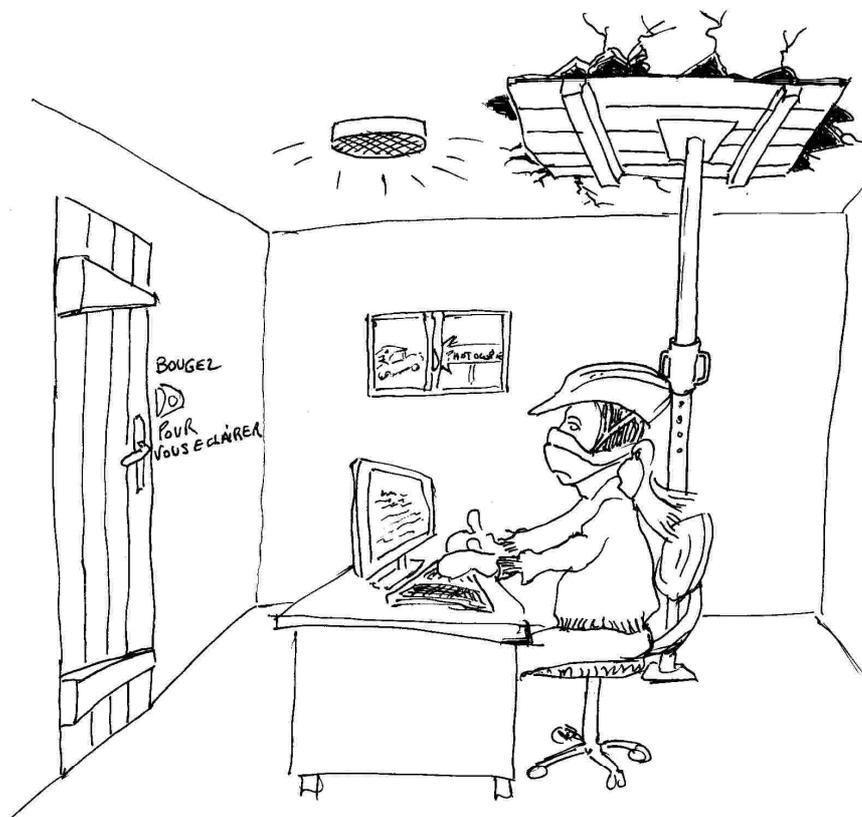
**Coïncidence ? Certainement pas !**

\* Voir article entrevue cabinet Riess en page 6

# Croquinolet !

**O**n écrit au Canard : de passage au SIP de SCHILTIGHEIM, qui comme chacun sait est en plein travaux, depuis... pas mal de temps, un caneton moyen venu au cadastre pour affaires foncières n'en est pas encore revenu, et pris de pitié pour une fonctionnaire aussi mal lotie s'en est allé le raconter à la cantonade, une fois n'est pas coutume (prendre un fonctionnaire en pitié pour ceux qui n'avaient pas compris). Voici ce qu'il a vu de ses yeux vu :

Cette pauvre dame était vêtue d'un gros gilet en pure laine, car elle n'avait pas de radiateur (novembre ...). Son bureau n'avait pas de porte, mais une plaque de contre-plaqué. Voulant appeler l'un ou l'une collègue, cette personne a constaté



qu'elle n'avait pas de téléphone. Par contre, elle disposait d'une sonnette à l'entrée de son bureau, car a-t-elle expliqué, on l'avait installée dans l'ancienne loge du concierge. Mais ce n'est pas tout ! Cette brave dame qui malgré tout tentait de faire son boulot travaillait tantôt dans le noir tantôt avec de la lumière, car le local ne disposant que d'un détecteur de mouvement situé dans la zone d'entrée du bureau, il lui fallait pour travailler dans des conditions de luminosité satisfaisantes, faire de grands gestes (style sémaphore) ou se lever tous les quarts d'heure. Venu le moment de faire l'inévitable photocopie, notre collègue décidément pas venue, a du sortir et traverser le parking pour rejoindre « l'Algeco » (installation provisoire) recelant la précieuse machine.

Il est évident que des travaux sont nécessaires à la mise en place des SIP, suite à cette fusion décidée en haut lieu. Il est constaté par ailleurs que les travaux sont effectués sur sites occupés, et que les agents font dans la majorité des cas preuve de bonne volonté et de patience. Mais il y a des limites à l'héroïsme, et la CGT se doit de dénoncer des aberrations de ce genre. Les agents ne sont pas du bétail, et la moindre des

choses, s'ils doivent travailler dans le bruit et la poussière est de leur garantir des conditions décentes d'exercice de leurs fonctions (comme on dit). Allez ! Le meilleur pour la fin : après deux jours de camping, lorsque l'intéressée a voulu ouvrir la fenêtre sans doute pour apercevoir la lumière, le faux plafond flambant neuf s'est écroulé. Donc plus question d'éternuer dans les locaux !

**A quand les « bureaux du cœur » ? ?**

---

## « L'exemple vient d'en haut »

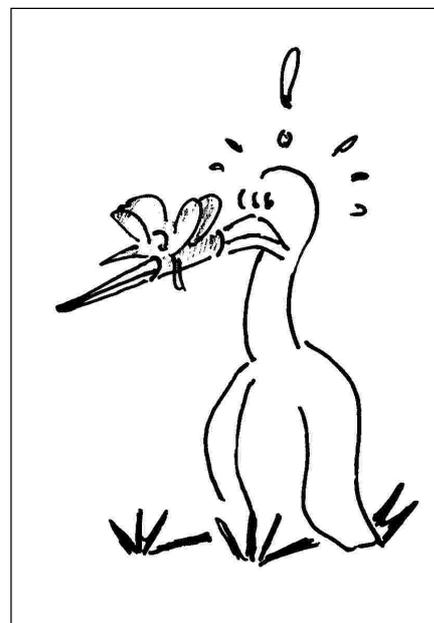
La fusion « méthode Coué » de la DRFIP 67, effectuée aux forceps, engendre des usines à gaz sur tous les sites du département, ce n'est un secret pour personne.

Tous ? Non !

A contrario, place de la République on respire la sérénité. Tout se passe pour le mieux dans le meilleur des mondes, car là-bas, même le gaz n'y a plus la moindre odeur.

Tant d'harmonie, d'efficacité, d'exemplarité force le respect. Circulez, y a rien à écrire.

Mais gare aux effets secondaires du monoxyde de carbone ...



# Rencontre avec le chef de cabinet de Roland RIESS

**D**evant les refus des directions locales d'aborder la question du dimensionnement du réseau DGFIP, nous avons décidé d'interpeller les élus. Ainsi nous avons été conduits, dans un premier temps, à rencontrer le chef de cabinet de M. Riess (Maire de Strasbourg et, en tant que sénateur, représentant des collectivités territoriales). Lors de cette rencontre le 19 octobre nous avons été accompagné par une représentante de l'Union locale CGT de Strasbourg.

Sous les effets des réductions d'effectif (en partie justifiées par les téléprocédures), de la création des SIP, et d'une vision technocratique des décideurs de la DGFIP, le réseau des petites trésoreries apparaît comme irrémédiablement condamné.

Le fait qu'un contribuable puisse faire toutes ses démarches fiscales y compris le paiement au SIP aura, à terme, un impact sur les petites trésoreries rattachées (baisse des paiements).

Nous savons par expérience qu'un service en dessous d'une taille critique n'est plus viable...

## **Les démarches bureaucratiques mise en œuvre par la hiérarchie locale conduisent donc bien à une hyper-concentration.**

### **Exemple 1 :**

Les 285 000 habitants de Strasbourg particuliers et professionnels seront accueillis sur un unique site...le 35 avenue des Vosges. Même le CPS sera rapatrié sur ce site.

Au moment même où la commune revoit son plan de circulation et de stationnement avec l'extension du stationnement payant dans le quartier Vosges...

Cette réorganisation se fait à moyen constant (locaux et personnels), même les directeurs n'en attendent pas des gains de productivité.

De toute évidence la notion de service public est la grande absente de ces restructurations.

### **Exemple 2 :**

Les critères du dimensionnement du réseau ne peuvent être ceux d'un clientélisme politique tel que ce fut le cas pour la suppression de la trésorerie d'Ingwiller.

Il fallait maintenir la trésorerie de la petite Pierre. Où est la logique de service public ? A qui a-t-on voulu faire plaisir ?

**Q**uant à nous, nous défendons l'idée que la création de la DGFIP peut être une chance pour redimensionner le réseau sur des critères de bassin de vie et d'emplois.

L'informatique et l'organisation des services en back office et front office permettent une telle approche.

Ainsi pourquoi ne pas concevoir, par exemple, la création d'un SIP à SCHIRMECK ? Faut-il que tous les agents de la filière fiscale soient concentrés à Molsheim obligeant les habitants de la vallée à faire 40km aller et 40km retour ?... A l'heure où il est question de CSP à distance dans le département, il est urgent de pousser ces logiques jusqu'au bout et réinjecter du travail dans les petites structures de manière à les maintenir au dessus du seuil de viabilité pour le plus grand bien du service public de proximité.

A l'heure où il est tellement question de développement durable, il est peut-être temps que l'administration s'y mette aussi en évitant à ses administrés des déplacements aussi inutiles que dispendieux en argent et en pollution.

Le débat doit s'ouvrir. Cette approche n'empêchera certainement pas la fermeture des plus petites trésoreries mais permettra de consolider un réseau, qui ne se réduira pas à l'ancien réseau DGI, comme cela se profile dans les logiques technocratiques à l'œuvre.

Pour revenir à l'entrevue du 19 octobre, nous avons noté la stupéfaction du chef de cabinet quand il a appris la fermeture du centre de Neudorf.

Personne n'avait daigné informer le maire de cette décision et de ses conséquences pour ses administrés.

M. Riess interviendra sur cette problématique auprès du Directeur et du préfet.

Une deuxième partie de l'entrevue a porté sur la mise en œuvre de la fiscalité directe locale. Nous avons pu constater que la municipalité de Strasbourg partage nos analyses, tant au plan technique que sur les enjeux politiques à l'œuvre.

Un article plus fouillé traitera le sujet dans le prochain journal.

# HELIOS : l'ami des banques.

**D**epuis 2006, j'ai l'immense joie et l'insigne honneur de travailler « sous » Hélios. (Et vous n'imaginez pas à quel point cette préposition prend tout son sens avec Hélios). Pour les collègues de la filière fiscale, je précise qu'Hélios est l'application informatique de gestion des collectivités locales qui fait l'orgueil de nos pairs à Bercy. C'est un outil moderne, à la pointe du progrès, qui fonctionne en réseau !... mais qui tourne comme une patate et qui a dû être conçu par un rentier qui n'a jamais travaillé de sa vie... ou un pervers, allez savoir. Les numéros d'une année de Cigogne ne suffiraient pas à dresser une liste exhaustive des griefs que lui font chaque jour ses utilisateurs, tant ceux qui travaillent dans la « gestion pure » des collectivités, que ceux qui comme moi ont en charge le recouvrement contentieux de leurs recettes.

Ainsi dans mon activité de recouvrement, j'ai eu récemment la preuve de ce que je soupçonnais c'est à dire qu'Hélios est une opportunité supplémentaire pour les banques de se faire de l'argent sur le dos de leurs clients. Si, si. Je m'explique. Cette application fonctionne par collectivité, si bien qu'on peut se demander si elle a véritablement été conçue pour le réseau du Trésor, mais ceci est un autre débat. Prenons l'exemple de M Jean-Aymar DRAKER. Ce monsieur dans son petit village a un syndicat intercommunal qui lui fournit de l'eau potable, un autre qui assainit ses eaux usées, une maire ou communauté de communes qui ramasse ses ordures ménagères et des enfants qui déjeunent à la cantine scolaire municipale. Chacune de ces collectivités lui facturera donc les services rendus de son côté et les enverra pour prise en charge à la Trésorerie de son ressort géographique. Tout ceci s'effectuera dans Hélios. Cette merveilleuse application lors de la prise en charge créera un dossier « tiers » au nom de notre J.A. Draker. Seulement la moindre différence dans le libellé du nom ou de l'adresse de J.A. générera un nouveau dossier. (Bien sûr il y a possibilité d'effectuer des rattachements de dossiers multiples en un seul mais ça ne vaut que pour la consultation sur écran, je vous passe les détails, même si en plus ça ne fonctionne pas toujours). Ainsi pour 4 ou 5 factures, notre J.A. peut se retrouver avec 3, 4 voire 5 dossiers dans le référentiel tiers d'Hélios. Et comme J.A. Draker est pauvre (ou malhonnête) il ne paie pas ses factures. Eh bien supposons qu'il ait 3 factures en souffrance dans un même dossier mais pour 3 collectivités différentes, il ne recevra pas 1 relance avec 3 factures inscrites dessus mais 3 relances avec 1 facture. Autrement dit 3 courriers donc 3 enveloppes, donc 3 affranchissements au lieu d'un. Imaginez ce que ça peut donner avec plusieurs factures de plusieurs collectivités dans plusieurs dossiers : Hélios réinvente le principe exponentiel. Où cela devient encore plus



sidérant c'est lorsqu'il s'agit de pratiquer une opposition sur le compte bancaire de notre ami Draker. A titre d'indication mon record personnel est d'avoir posté 10 oppositions pour 12 factures impayées par le même redevable. Qu'est-ce que ça change ? Tout.

Gardons l'exemple de J.A. Draker. Il doit : 600 € d'assainissement, 1 200€ d'eau, 300€ pour les ordures ménagères et 400€ pour la cantine, soit un total 2 600€. Avant Hélios j'aurais adressé une opposition pour le montant total. Avec Hélios il n'est pas impossible que j'en adresse 4 voire plus, mais prenons 4.

Avant Hélios sa banque aurait appliqué ses tarifs de frais, par exemple 10% de la dette réclamée plafonné à 103,00 € (tarif réel d'une banque bien connue) Avant Hélios l'opposition aurait rapporté 103,00 € à la banque. Avec Hélios la banque appliquera 60,00 € (assainissement)+ 103,00 € (eau plafonné) + 30,00 € (ordures ménagères) + 40,00 € (cantine) soit 233,00 € de frais pour la même dette.

J'ai bien naïvement toujours pris soin d'agrafer ensemble les différentes oppositions que j'envoyais, de les totaliser et d'indiquer clairement le montant total. Mais j'ai récemment eu la preuve que les banques calculent au mieux de leur intérêt et que chaque opposition étant référencée individuellement, elles en ont tout à fait le droit.

**Hélios est donc bien l'ami des banques.**

## Intersyndicale du 8 novembre

### Déclaration commune des organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA : Le mouvement social est légitime et conforté

Après plusieurs semaines de mobilisation et malgré les moyens déployés par le gouvernement pour tenter d'accréditer l'idée que « la page retraite » est tournée, ce sont 1,2 million de salariés qui ont manifesté le 6 novembre dans 243 villes contre cette réforme des retraites injuste et inefficace.

Si chacun a conscience que la loi sur les retraites est susceptible d'être promulguée dans les prochains jours, l'heure n'est pas à la résignation. Les organisations syndicales continueront d'agir pour la réduction des inégalités, une véritable reconnaissance de la pénibilité et d'autres alternatives pour le financement du système de retraites par répartition. Elles réaffirment leur attachement au maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans et de l'âge du taux plein à 65 ans. Elles constatent que la situation économique et sociale reste très dégradée et toujours préoccupante pour les salariés, les retraités, les chômeurs et les jeunes qui subissent toujours durement les conséquences d'une crise qui dure.

Les organisations syndicales considèrent que la mobilisation d'un niveau exceptionnel depuis plusieurs mois a mis en lumière l'insatisfaction criante des salariés et leurs revendications en matière d'emploi, de salaires, de conditions de travail, d'inégalité entre les femmes et les hommes, de fiscalité et de partage des richesses. Elles décident d'approfondir leurs analyses et propositions sur ces questions afin d'interpeller le gouvernement et le patronat.

Les organisations syndicales décident de poursuivre la mobilisation dans l'unité en faisant du 23 novembre une journée nationale interprofessionnelle de mobilisation par des actions multiformes. Ces actions doivent répondre aux préoccupations des salariés et permettre la participation du plus grand nombre. Elles demandent aux organisations territoriales et professionnelles d'en préciser les modalités (rassemblements, manifestations, meetings, arrêts de travail...).

Des initiatives dans les territoires et les entreprises sont déjà prévues. Les organisations syndicales veilleront à assurer leurs réussites.

Les organisations syndicales s'engagent dès à présent à participer activement à la journée d'action Européenne du 15 décembre pour s'opposer aux plans d'austérité qui se multiplient en Europe.

Les organisations se reverront le 29 novembre 2010.

**Tous en grève le 23 novembre 2010**



#### JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom : Prénom :

Grade : Indice :

Adresse administrative :

Adresse Personnelle :

Bulletin à retourner au syndicat par l'intermédiaire du correspondant local où l'un des secrétaires :

Thierry BORDENAVE au CSI de Strasbourg

Jean Michel CHAIRON à la TP Drulingen